



CTPD mardi 13 juin 2006

Déclaration commune FSU / SE-UNSA / SGEN-CFDT

« Ouvrir des classes et créer des postes » : une autre ambition pour notre école publique !

Les décisions annoncées, ce matin, par le gouvernement entérine la politique de régression sociale et de casse du service public.

Lors du CTPD de février, nous dénoncions le manque de moyens pour le département du Haut-Rhin. L'Inspecteur d'Académie proposait alors un projet de rentrée qui ne permettait pas d'améliorer les conditions nécessaires à la réussite scolaire et qui aggravait les déficits scolaires et sociaux.

Dans le 1^{er} degré : l'Inspecteur d'Académie a décidé unilatéralement de relever les seuils pour une majorité des écoles.

Ces nouveaux seuils ne sont acceptés ni par les collègues, ni par les parents, ni par la plupart des élus locaux, alarmés par cette nouvelle dégradation du service public de l'Education Nationale.

En différant à la rentrée une trentaine de mesures, l'Inspecteur d'Académie prend le risque de désorganiser les écoles, complique la vie des parents d'élèves et met des municipalités dans des conditions de préparation de rentrée très difficiles.

En juin, l'Inspecteur d'Académie rouvre dans certaines écoles et en oublie d'autres qui ont pourtant atteint ou dépassé les seuils.

Dans cette trentaine de mesures « à revoir à la rentrée », une douzaine d'écoles n'auraient pas eu de fermeture si les seuils n'avaient pas été modifiés.

Nous dénonçons une nouvelle fois cette conception de la consultation des partenaires sociaux.

Consultation qui consiste, au pire, à une remise de documents, au mieux, à un échange de propos alors que tout est déjà décidé, voire mis en œuvre.

Ainsi, dans le 1^{er} degré nous réaffirmons que ce projet de rentrée régressif ne laisse entrevoir aucun début de réponse aux besoins sociaux de scolarisation.

Pourtant, les défis de l'Ecole d'aujourd'hui demandent des moyens mais aussi de meilleures conditions de travail dans chacune de nos classes.

Dans les collèges et lycées : la politique mise en œuvre aujourd'hui (loi Fillon, apprentissage junior à 14 ans, dynamitage des ZEP, restrictions budgétaires massives) conduit à une hémorragie de plus pour notre département : **45 postes de moins dans les collèges**, c'est l'équivalent d'un collège qui disparaît dans le département ! Faire croire aux parents d'élèves qu'il suffit de définir un socle commun de « connaissances et de compétences » pour régler la question de l'échec scolaire, est une imposture. Ni ambition, ni réussite, en effet, pour les collèges « classés » puisqu'ils n'auront pas un euro de plus pour améliorer l'encadrement, mais des « supers profs » et des assistants pédagogiques prélevés sur les moyens existants de tous les collèges et de tous les élèves ! Dans les faits, le renoncement éducatif mis en œuvre dans le département renforce le tri social. **« Ecole sans moyens, Ecole qui vaut rien »**, ont raison de dire les parents d'élèves de Brossolette. En creusant un peu plus encore les inégalités entre les élèves qui n'auront que le socle et ceux qui auront le droit d'accéder à l'ensemble de la culture scolaire, la logique comptable sacrifie l'Ecole Publique et les élèves qui en attendent le plus !

Ainsi, dans le second degré, la panne scolaire perdure avec des classes chargées, des options supprimées, des ouvertures de sections refusées (Lycée Kastler de Guebwiller par exemple), des regroupements autoritaires en langues, des réformes imposées, les pouvoirs discrétionnaires du chef d'établissement élargis, sans parler des cafouillages à répétition (corvée de Pentecôte, TPE, Organisation des examens...).

C'est pourquoi l'intersyndicale FSU, SE-UNSA et SGEN-CFDT refuse de cautionner ce projet de rentrée et appelle les enseignants, parents d'élèves et les élus à se rassembler, devant la Préfecture de Colmar, lors de la tenue du CDEN, jeudi 15 juin 2006 à 14 heures.